 







**Hauts-de-Seine**

Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d’Autonomie

Loi du 28 décembre 2015

relative à l’adaptation de la société au vieillissement

**APPEL A PROJETS 2020**

**Cahier des charges**

**Dossier de candidature simplifiée**

CALENDRIER

Décision de la Conférence des financeurs : 30 Avril 2020

Publication de l’appel à projets : 29 mai 2020

Date limite de dépôt des candidatures : 20 juillet 2020

ADRESSE DE PUBLICATION DE L’APPEL A PROJETS

Le cahier des charges du présent appel à projets est sur la plateforme en ligne à l’adresse suivante :

[www.hauts-de-seine.fr/cfppa2020](http://www.hauts-de-seine.fr/cfppa2020)

SOMMAIRE

**1 – Contexte et objectifs**

**2 – Conditions d’éligibilité**

**3 – Instruction des propositions – Modalités de sélection**

**4 – Participation financière et modalités de conventionnement.**

**1 – Contexte et objectifs**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

La Loi du 28 décembre 2015 relative à l’adaptation de la société au vieillissement prévoit la mise en place d’une **Conférence des financeurs de la prévention de la perte d’autonomie – CFPPA –** dans chaque département. C’est une instance de coordination institutionnelle présidée par le Président du Conseil départemental. Le Directeur général de l’Agence régionale de santé ou son représentant en assure la vice-présidence. Au sein de cette conférence siègent des représentants des régimes de base d’assurance vieillesse et d’assurance maladie, de l’Agence nationale de l’habitat (ANAH) via ses délégations locales, des fédérations des institutions de retraite complémentaire et des organismes régis par le code de la mutualité.

La Conférence a pour mission de fédérer les acteurs de chaque département pour définir un programme d’actions coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention

Ce programme porte sur :

* l'amélioration de l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles favorisant le soutien à domicile ;
* l'attribution du forfait autonomie ;
* la coordination et l'appui des actions de prévention mises en œuvre par les services d'aide et d'accompagnement à domicile intervenant auprès des personnes âgées ;
* la coordination et l'appui des actions de prévention mises en œuvre par les services polyvalents d'aide et de soins à domicile intervenant auprès des personnes âgées ;
* le soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie ;
* le développement d'autres actions collectives de prévention.

Le 30 avril 2020, les membres de la Conférences des financeurs votaient à l’unanimité le lancement d’un appel à projets, pour les autres actions collectives de prévention à mener au titre de l’année 2020, dans le contexte de crise sanitaire.

Conformément au décret, le présent appel à projets s’inscrit dans une démarche de besoins repérés concourant à la prévention de la perte d’autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus,

* Maintien ou entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques,
* Nutrition, diététique, mémoire, sommeil,
* Activités physiques et sportives, équilibre et prévention des chutes,
* Repérages et prévention des difficultés sociales et de l’isolement social,
* Développement du lien social et de la citoyenneté, information et conseil en matière de prévention en santé et hygiène, accès à la culture et aux loisirs, accès aux outils numériques,
* Sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et repérage des fragilités,
* Accès aux outils techniques innovants, intelligents et connectés.

Les besoins recensés ci-dessus seront traités **dans l’une ou plusieurs des thématiques suivantes** :

**1 – Convivialité, Lien social et Prévention relayés en distanciel, via l’inclusion numérique :**

*Partenariat et solidarités ou comment déployer les outils téléphoniques et/ou numériques au service de la communication, du lien social et de l’animation en période de crise.*

**2 – Soutien psychologique**

*Compenser l’impact psychologique des mesures d’isolement social et de confinement sur les personnes et leurs proches par un soutien individuel en distanciel auprès des personnes âgées fragilisées et de leurs aidants.*

**3 - Santé et Bien-être :**

*Redynamiser l’accès aux soins malgré les précautions impératives liées à la période de crise, dont la télémédecine.*

**4 – Culture et loisirs**

*Nouvelles actions à mettre en œuvre en résultante de la crise sanitaire ou comment revoir le contenu des actions antérieures réadapté au contexte actuel.*

**Dans le contexte de crise , une attention particulière sera portée autour des projets favorisant la coordination entre opérateurs et les coopérations entre acteurs à l’échelle territoriale. Un projet peut intégrer plusieurs thématiques.**

La CFPPA et le Conseil départemental invitent les candidats à se faire connaître, afin qu’ils obtiennent, s’ils sont retenus, un soutien financier pour la mise en œuvre de leur action, sous réserve de la dotation des crédits par la CNSA au Conseil départemental.

Le financement dans ce cadre peut couvrir au maximum 80% du montant de la mise en œuvre du projet (déploiement effectif sur le territoire auprès du public cible visé).

**2 – Conditions d’éligibilité**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**2.1 – Candidats éligibles**

Les personnes morales de droit public, Communes, Centres Communaux d’Action Sociale (CCAS), Centres Locaux d’Information et de Coordination gérontologique (CLIC), Coordinations gérontologiques, et prestataires privés (entreprises de toute forme juridique, secteur associatif …) citoyens, étudiants, créatifs peuvent candidater à l’appel à projets.

**2.2 – Critères de sélection**

* + Les capacités « professionnelles » seront prises en compte : profil, compétences ;
  + Les capacités techniques seront également analysées : maîtrise d’outils (techniques, informatiques, technologiques, méthodologiques… ) ;
  + Les capacités d’innovation seront particulièrement étudiées : savoirs, savoirs faire, élaboration et mise en œuvre de solutions innovantes ;
* Une attention privilégiée sera portée aux projets partenariaux mobilisant plusieurs acteurs et notamment des acteurs du territoire et mettant en évidence une mutualisation de compétences ;
* Le territoire de mise en œuvre devra être le département des Hauts-de-Seine, avec extension possible vers le département des Yvelines, que le projet soit à portée communale, intercommunale, départementale ou interdépartementale ;
* La Conférence des financeurs ne pourra pas être la seule source de financement du projet ;
* Le public cible doit comprendre au moins 40% de séniors peu dépendants ;
* Les demandes de financement ne pourront concerner ni l’investissement, ni les actions à visée exclusivement commerciale.

Rappels

Les candidats s’engagent à ne communiquer que des informations exactes, réelles et sincères.

La recevabilité du dossier de candidature ne vaut pas engagement du Département des Hauts-de-Seine pour l’octroi de financement au titre de la Conférence des financeurs. Toute décision de participation financière de la collectivité sera prise par la Conférence des financeurs des Hauts de-Seine de septembre 2020 et validée en Commission permanente le trimestre suivant.

De plus, les financements ne doivent pas entrainer ou compenser le désengagement de partenaires antérieurement engagés et favoriser des effets de substitution.

**3 – Instructions- modalités de sélection**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**3.1 – Le dossier de candidature**

Le porteur de projet déposera son dossier et sa demande de subvention uniquement en ligne**,** depuis l’url suivante <https://www.hauts-de-seine.fr/mon-departement/les-hauts-de-seine/le-fonctionnement-de-linstitution/les-subventions> en respectant les critères d’éligibilité et en s’inscrivant dans les objectifs précédemment énoncés ;

Le porteur de projets sera attentif à compléter tous les items demandés en fonction de son statut juridique.

**3.2 – Dépôt du dossier de demande de subvention**

Les dossiers devront être saisis en ligne via l’url suivante <https://www.hauts-de-seine.fr/mon-departement/les-hauts-de-seine/le-fonctionnement-de-linstitution/les-subventions> à compter de la date de publication du présent appel à projets, soit du Vendredi 29 mai au lundi 20 juillet 2020 à 23H59.

**En cas de demandes de financements au titre de plusieurs actions, le porteur de projet est invité à déposer un dossier via la plateforme pour chacune des actions.**

**3.3 – Modalités de sélection**

Dès réception du dossier via la plateforme, un accusé de réception de dépôt de candidature vous sera envoyé par mail.

Le nombre de projets retenus tiendra compte de l’enveloppe financière globale affectée à l’appel à projets.

**4 – Participation financière et modalités de conventionnement**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**4.1 - Modalités de conventionnement et de participation financière des projets retenus.**

L’attribution de la participation financière sera formalisée par une convention entre le représentant de la Conférence des financeurs, Monsieur le Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine, et l’organisme porteur de projet. Elle précise les actions/ projets, leur durée, leur montant, les modalités de versement de la participation financière des financeurs et les modalités d’évaluation des projets/actions.

Sous réserve de la disponibilité des crédits versés par la CNSA au Conseil départemental, la participation de la Conférence des financeurs est versée en intégralité, sur arrêté pour les associations, dans le mois qui suit la signature de la convention pour les autres opérateurs.

**4.2 – Evaluation des projets**

La Conférence des financeurs et les services du Département procéderont au suivi et à l’évaluation continue des projets ; ceux-ci devront par conséquent se montrer facilitateurs afin de fournir les informations qui leur seront demandées.

Par ailleurs, les lauréats pourront être amenés à accueillir des membres de la Conférence des financeurs et les services départementaux dans le cadre du suivi du déroulement des projets.

**Annexe 2 - Identification de votre structure**

Nom : Prénom :

Sigle :

Statut juridique :

Adresse du siège social :

Téléphone : Fax :

Adresse mail :

N° SIRET/SIREN :

Code NAF (Nomenclature d’activités française) ou APE (Activité Principale Exercée) :

**Identification du responsable et de la personne chargée du dossier**

Le représentant légal, le Président ou autre personne désignée par les statuts :

Nom : Prénom :

Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Adresse mail :

En cas d’absence, personne à contacter avec coordonnées :

La personne en charge du dossier

Nom : Prénom :

Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Adresse mail :

En cas d’absence, personne à contacter avec coordonnées :

**Annexe 3 - Présentation de l’action**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fiche Projet** | | |
| **Projet** | Nom du projet |  |
| Diagnostic /Contexte | *Raisons de la mise place de l’action* |
| Descriptif de l'action/Objectifs |  |
| **Cible** | Lieu ou territoire de l’action | *Arrondissement/quartier/commune/bassin de vie* |
| Public cible | *Nombre attendu,* *âge, degré d’autonomie, professionnels, aidants* |
| **Mise en œuvre, moyens** | Date de mise en œuvre de l'action et calendrier prévisionnel | *Calendrier et durée de l’action* |
| Moyens nécessaires | *Montant total (Indiquer les équipements, matériels, locaux utilisés moyens humains indiqués en ETP, etc.)* |
| Montant demandé à la Conférence des Financeurs | *Montant demandé et moyens correspondant à la demande* |
| Partenaires financiers,  co-financeurs | *Montants demandés ou accordés* |
| *Dépôt d’une demande dans les départements d’Île de France :*  75 – Paris pour un montant de ……..….€  77 – Seine et Marne pour un montant de ……….€  78 – Yvelines pour un montant de ……….€  91 – Essonne pour un montant de …….€  92 – Hauts de Seine pour un montant de ……….€  93 – Seine-Saint-Denis pour un montant de ……….€  94 – Val de Marne pour un montant de ..…….€  95 – Val d’Oise pour un montant de ….…….€ |
| Partenaires non-financiers  du projet | *Nature des relations, formes de partenariat, rôles respectifs* |
| **Evaluation** | Méthode d'évaluation prévue pour l'action et indicateurs retenus | *Indicateurs quantitatifs et qualitatifs* |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Budget de l'action** | | | |
| **CHARGES** | **MONTANT** | **PRODUITS** | **MONTANT** |
| **60 – ACHAT** |  | **70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, PRESTATIONS DE SERVICE, MARCHANDISES** |  |
| Prestation de service |  |  |  |
| Achat matières et fournitures |  | **61 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION** |  |
| Autres fournitures |  | Conférence des financeurs |  |
| **61 - SERVICES EXTERIEURS** |  | Etat (préciser le ministère) |  |
| Sous traitance générale |  | \* |  |
| Location |  | \* |  |
| Entretien et réparation |  | \* |  |
| Assurance |  | Région |  |
| Documentation |  | Communes |  |
| Divers |  | \* |  |
| **62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS** |  | \* |  |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires |  | \* |  |
| Publicité, publication |  | Organismes sociaux (détailler) |  |
| Déplacements, missions |  | \* |  |
| Frais postaux et téléphoniques |  | \* |  |
| Services bancaires, autres |  | \* |  |
| **63 - IMPOTS ET TAXES** |  | Fonds européens |  |
| Impôts et taxes sur rémunération |  | ASP (emplois aidés) |  |
| Autres impôts et taxes |  | Autres recettes (préciser) |  |
| **64 - CHARGES DE PERSONNEL** |  | \* |  |
| Rémunération des personnels |  | \* |  |
| Charges sociales |  | \* |  |
| Autres charges de personnel |  | \* |  |
| **65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE** |  | **75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE** |  |
| **66 - CHARGES FINANCIERES** |  | **76 - PRODUITS FINANCIERS** |  |
| **67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES** |  |  |  |
| **68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS** |  | **78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES** |  | **TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS** |  |
| **86 -EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE** |  | **87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE** |  |
| Secours en nature |  | Bénévolat |  |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations |  | Prestations en nature |  |
| Personnel bénévole |  | Dons en nature |  |
| **TOTAL** |  | **TOTAL** |  |